



HAL
open science

Recours différenciés au droit et aux tribunaux civils. Étude des représentations et modes de réception de la justice

Bartolomeo Cappellina, Cécile Vigour

► **To cite this version:**

Bartolomeo Cappellina, Cécile Vigour. Recours différenciés au droit et aux tribunaux civils. Étude des représentations et modes de réception de la justice. *Droit et Société: Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique*, 2020, Des justiciables inégaux?, 106, pp.603-622. 10.3917/drs1.106.0603 . halshs-03128782

HAL Id: halshs-03128782

<https://shs.hal.science/halshs-03128782>

Submitted on 16 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Recours différenciés au droit et aux tribunaux civils. Étude des représentations et modes de réception de la justice

Bartolomeo Cappellina *, Cécile Vigour **

* Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes (CESICE), Sciences Po Grenoble, 1030 avenue Centrale, F-38400 Saint-Martin d'Hères.
<bartolomeo.cappellina@iepg.fr>

** Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, F-33607 Pessac cedex.
<c.vigour@sciencespobordeaux.fr>

■ Résumé

À partir d'entretiens collectifs, l'article montre que la récurrence des inégalités économiques, sociales et culturelles face au droit et à la justice rend visible leur caractère structurel. C'est pourquoi les enquêté-e-s les critiquent unanimement en tant qu'instrument de domination. Par contraste, l'influence du genre fait l'objet d'interprétations genrées contradictoires ; les traitements différenciés en matière familiale sont attribués au manque de temps et de moyens, et aux pratiques des professionnel-le-s du droit, qui seraient en partie façonnées par des stéréotypes. Contrairement au pénal, les enquêté-e-s identifient peu d'effets de l'appartenance à une minorité visible, excepté en l'absence de maîtrise du français. Enfin, certain-e-s, pas seulement parmi les plus favorisé-e-s, mobilisent le droit comme instrument individuel ou collectif de défense.

Accès à la justice – Entretiens collectifs – Inégalités – Justice civile – Réception de l'action publique.

■ Summary

Differentiated Access to Law and Civil Justice. Legal Consciousness and Modes of Judicial Reception

Based on collective interviews, the article highlights the structural dimension of economic, social, and cultural inequalities that plaintiffs and defendants experience facing law and justice. Focus group participants criticize, universally, law and justice as instruments of domination. Men and women interpret gender influence differently, however. They explain differentiated treatment by family law in terms of a lack of time and resources in courts, as well as legal professionals' stereotyping practices. Contrary to what is seen in criminal justice, participants denote few effects due to a specific nationality or ethnicity except when it comes to a lack of French linguistic skills. Finally, some, not only the "haves," use the law as an instrument for individual and collective protection.

Access to justice – Civil justice – Focus groups – Inequalities – Reception of public policy.

On paie des impôts, on a droit à une justice comme tout le monde [...], même si on habite dans un quartier difficile

(Jacinto, contractuel, sans expérience de justice)

On n'est pas égaux devant la loi. Celui qui connaît le système... est plus égal que les autres

(Simon, professeur, juré)

Comment rendre compte des manières dont chacun-e se représente la justice et fait valoir ou non ses droits devant un-e juge avec ou sans l'aide d'intermédiaires du droit ? Reprenant certains acquis de la sociologie des représentations, cet article adopte une approche en termes de réception de l'action publique, centrée sur la manière dont les expériences des politiques publiques (depuis les politiques d'accès au droit jusqu'à l'action des tribunaux et maisons de justice) modifient le sens conféré à ces dernières.

Les représentations sont des schèmes d'interprétation¹. En plus de rendre intelligibles le réel, elles influencent les actions ultérieures (dimension performative). De plus, les représentations diffèrent selon les expériences individuelles et les groupes sociaux ; « elles sont reliées à des systèmes de pensée plus larges, idéologiques ou culturels, à un état des connaissances scientifiques, comme à la condition sociale et à [...] l'expérience privée et affective des individus »². Les représentations sociales désignent à la fois un processus et l'issue de ce dernier, la construction sociale d'une réalité. Dans une perspective constructiviste, attentive aux significations que les acteurs et actrices donnent à leurs actions, et à l'articulation entre l'action individuelle et la structure qui limite les possibles, les travaux sur la conscience du droit (*legal consciousness studies*) étudient spécifiquement les manières dont les gens interprètent et donnent sens au droit, en font l'expérience au quotidien³.

S'inspirant de ce courant d'analyse américain, la sociologie de la réception de l'action publique insiste sur le fait que « les politiques contribuent à façonner les cadres matériels et symboliques des existences individuelles (attribution ou privation de ressources, définition de statuts, etc.). Mais leurs conséquences naissent aussi des appropriations multiples qu'en font les individus »⁴ selon la catégorie sociale, le niveau de diplôme, le genre... La sociologie de la réception de l'action publique inclut donc une analyse des représentations, mais à travers celle des modes de réappropriations de l'action publique ; elle ne s'y réduit pas en étudiant

1. Notice « Représentations », dans Guy HERMET, Bertrand BADIER, Pierre BIRNBAUM et Philippe BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris : Armand Colin, 2015 ; Serge MOSCOVICI, *La psychanalyse, son image, son public*, Paris : PUF, 2004 [1976], p. 25-27.

2. Denise JODELET, *Les représentations sociales*, Paris : PUF, 2014, p. 52.

3. Patricia EWICK et Susan SILBEY, « Common Knowledge and Ideological Critique », *Law & Society Review*, 33 (4), 1999, p. 1027.

4. Anne REVILLARD, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants », *Revue française de science politique*, 68 (3), 2018, p. 471.

davantage les pratiques et expériences individuelles, leurs effets ou leur absence et leurs motifs. La recherche présentée ici adopte ce parti (cf. schéma *infra*). L'analyse identifie les effets matériels et symboliques des (non-)recours au droit et à la justice, leurs réappropriations cognitives (perception, réinterprétation d'une politique) et pratiques, par la conformation ou les résistances aux cadrages par l'institution judiciaire. L'article étudie aussi les catégorisations sociales que les enquêté-e-s mobilisent comme clef de lecture du fonctionnement du système judiciaire et de l'accès au droit, en fonction de leurs appartenances sociales et de leurs expériences éventuelles de justice.

Dans la manière dont ils et elles se représentent le droit et la justice, les citoyen-ne-s⁵ sont très sensibles aux inégalités, alors que le dispositif d'enquête ne comportait aucune question sur cette dimension⁶. Quels en sont les effets sur la façon dont chacun-e conçoit et se réapproprie la justice ? Centré sur la justice civile, l'article s'appuie sur une étude par entretiens collectifs menée auprès de personnes vivant en France. Ces entretiens, complétés par un questionnaire, permettent d'accéder aux représentations sous la forme de récits d'expériences de justice ou d'injustice vécues personnellement ou par des proches et de susciter une réflexivité à travers les échanges, la confrontation d'expériences, et la discussion de cas réels (documentaire) ou fictifs que des enquêté-e-s ont vécus. Les entretiens collectifs « permet[tent] à la fois l'analyse des significations partagées et du désaccord, grâce à la prise en compte des interactions sociales qui se manifestent dans la discussion »⁷.

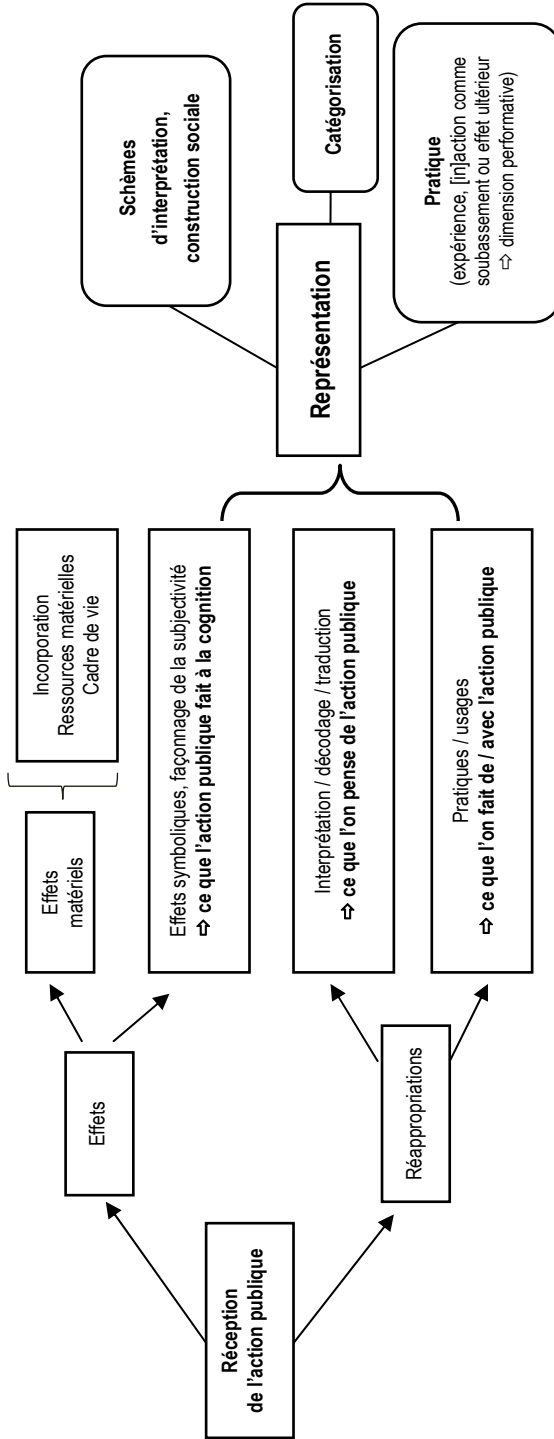
Pour rendre compte des recours différenciés au droit et à la justice, et du traitement judiciaire, les participant-e-s avancent deux principaux registres argumentatifs, abordés successivement dans l'article. Premièrement, les citoyen-ne-s dénoncent unanimement une (in)justice de classe selon les revenus, le niveau de diplôme et les relations sociales (I). Les enquêté-e-s y ajoutent celles qui sont liées au genre, en matière familiale, beaucoup plus qu'à l'appartenance à une « minorité visible » au civil (II). Enfin, selon elles et eux, l'intelligence de la situation et des procédures judiciaires, ainsi que le cumul d'expériences atténuent certains effets identifiés ci-dessus, une minorité de participant-e-s s'appropriant le droit. La dernière partie met ainsi en évidence la manière dont ces dimensions influencent les représentations citoyennes (III).

5. Par commodité, nous privilégions ici le mot « citoyen-ne », qui inclut une dimension politique, appropriée pour la justice qui est une institution régaliennne. Mais quatre enquêté-e-s n'ont pas nécessairement la nationalité française.

6. L'échange débutait par : « Pour vous, qu'est-ce que c'est la justice ? » ; puis : « À quelle image associez-vous la justice ? », « À quel sentiment cela vous fait penser ? » ; et enfin : « Que pensez-vous du fonctionnement de la justice ? »

7. Sophie DUCHESNE et Florence HAEGEL, *Les entretiens collectifs*, Paris : Nathan, 2004, p. 38.

Articuler analyse des représentations et de la réception de l'action publique



Source : schéma adapté d'Anne REVILLARD, « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants », *Revue française de science politique*, 68 (3), 2018, p. 482 pour les trois premières colonnes

Constitution et caractéristiques des groupes de discussion

17 entretiens collectifs, d'une durée de 3 heures, ont réuni 80 participant-e-s en 2015-2017⁸. Après une discussion générale (1h30), il était demandé aux enquêt-e-s de réagir à des extraits du documentaire de Cédric de Bragança *Aux marches du palais* incluant une audience de divorce⁹, et à des cas fictifs, dont un conflit de voisinage. Les échanges ont porté sur la manière dont les citoyen-ne-s se représentent la justice, son fonctionnement, celles et ceux qui la rendent.

Les groupes visent à comparer les représentations de personnes n'ayant aucune expérience avec celles de personnes ayant eu affaire à la justice civile (affaires familiales, prud'hommes surtout) et pénale (délits routiers, stupéfiants, assises)¹⁰. L'hypothèse est que les représentations de la justice dépendent du fait d'y avoir ou non été confrontés, et du type de justice expérimenté. Destiné à faciliter les échanges, le principe d'une relative homogénéité sociale a guidé la confection des groupes : ouvriers et employé-e-s peu qualifié-e-s ; cadres, enseignant-e-s et professions libérales, tous dédoublés. Nous avons organisé 4 groupes sans expérience (EC2, 4, 6, 10), 4 avec expériences civiles (EC1, 3, 5, 7), un groupe de professionnel-le-s partenaires de la justice (EC8), un groupe mixte avec et sans expérience (EC17), et 7 avec expériences pénales (EC9, 11 à 16) pour compenser des désistements et déséquilibres en matière d'orientation politique. Chaque groupe a rassemblé entre 3 et 8 personnes recrutées par nos soins, et a été animé de manière semi-directive par deux membres de l'équipe, dans une grande ville française, siège d'un tribunal de taille importante et d'une cour d'appel.

La population des 80 enquêt-e-s est relativement équilibrée du point de vue :

- des expériences de justice civile et pénale (31 contre 18 sans) ;
- de la catégorie socioprofessionnelle et du diplôme (30 ouvriers, employé-e-s et petits artisans ; 31 cadres, enseignant-e-s, professions libérales ; 19 professions intermédiaires¹¹) ;
- du sexe (43 femmes, 37 hommes) ;
- de l'orientation politique (23 participant-e-s se situent à droite ou à l'extrême droite ; 27 à gauche ou à l'extrême gauche ; 30 refusent de se positionner). Les personnes de droite ont été moins nombreuses à se proposer dès la diffusion des annonces, et plus difficiles à convaincre lors de recrutements au palais et dans les maisons de justice, ou dans la rue.

Les participant-e-s ont entre 20 et 70 ans. Les 30-50 ans sont surreprésentés. Dix, dont trois femmes, appartiennent à une « minorité visible » (huit d'origine maghrébine, un portugais et un de type asiatique) ; trois autres sont nés et ont vécu dans les DOM-TOM.

La tonalité des entretiens collectifs, assez critique, tient en partie au dispositif d'enquête : plusieurs enquêt-e-s étaient désireux de prendre la parole, en partie refusée à l'audience¹². Sur le fond, les critiques sont la contrepartie d'idéaux de justice exigeants, sources de désillusions¹³.

8. La recherche ManaJustice, coordonnée par Cécile Vigour et financée par le conseil régional d'Aquitaine, a impliqué aussi Pierre Vendassi, Bartolomeo Cappellina, Laurence Dumoulin, Virginie Gautron et Jacques Faget. Dans l'article, les prénoms ont été anonymisés dans le respect de leurs spécificités générationnelles, sociales ou ethniques.

9. L'extrait se situe à la 50^e minute : <<https://www.youtube.com/watch?v=vJUSBI5pXU0>>.

10. Cette séparation est relative, puisque certains faits peuvent être poursuivis au civil et au pénal.

11. L'absence d'agriculteurs s'explique par l'impossibilité d'en recruter, même après avoir tenté de constituer un groupe en milieu rural.

12. Les enquêtes par sondage montrent aussi que les personnes qui ont eu affaire à la justice sont critiques, même lorsqu'elles jugent leur expérience positive. Cf. Laurette CRETIN, « L'opinion des Français sur la justice », *Infostat Justice*, 125, 2014, p. 1-8.

13. Un constat fait aussi par Patricia EWICK et Susan SILBEY, « Common Knowledge and Ideological Critique », article cité. Cf. également Laurence DUMOULIN et Cécile VIGOUR, « "On a soif d'idéal !" Des critiques à la

I. L'appartenance sociale comme facteur différenciant les modes d'accès à la justice et les traitements judiciaires

Dans les années 1960 et 1970, les inégalités dans l'accès au droit et à la justice, et le traitement judiciaire, ont été expliquées surtout en termes de classes sociales¹⁴. Marc Galanter¹⁵, lui, distingue les personnes qui recourent occasionnellement au droit et aux tribunaux, et celles qui les sollicitent régulièrement (les *repeat players*) selon leurs familiarité avec le droit et les tribunaux, connaissances et expériences. Les règles juridiques, le fonctionnement des tribunaux et les pratiques des professionnel-le-s du droit exacerberaient ces différences¹⁶. Aujourd'hui, l'appartenance sociale reste une dimension structurante des représentations et expériences de la justice en France. Parmi les enquêt·e·s, la critique d'une « justice à deux vitesses » est unanime, y compris parmi les groupes sociaux qui reconnaissent en bénéficiaire, et les personnes sans expérience judiciaire : le coût d'une action en justice mettrait les citoyen-ne-s dans une inégalité de départ que les différences de capitaux culturels et sociaux amplifieraient dans la décision de consulter ou pas un intermédiaire du droit, de saisir les tribunaux, et dans les différentes étapes de la procédure¹⁷.

I.1. Des inégalités économiques déterminantes...

Tou-te-s les participant-e-s avancent le coût financier pour rendre compte des non-recours et des usages différenciés du droit et des tribunaux. « Ce qui peut faire arrêter des gens à aller devant la justice, c'est le prix » selon Amandine, cadre sans expérience, dont la belle-mère est avocate (EC2). La qualité de la défense et l'issue du procès seraient fonction des honoraires de ces professionnel-le-s qui augmenteraient avec leur réputation¹⁸. L'aide juridictionnelle ne rémunérerait pas suffisamment l'avocat-e pour qu'il ou elle soit très compétent-e, d'autant plus que les avocats désignés seraient souvent moins expérimentés. Vincent (informaticien qui vient d'initier une procédure civile, EC5) identifie une fragilité structurelle d'accès à une défense de qualité pour les plus pauvres, celles ou ceux qui se situent juste au-dessus du seuil. Les enquêt·e·s sont conscient·e·s de ce que l'« accompagnement juridique [est] segmenté et différencié »¹⁹.

hauteur des attentes des citoyens. Un éclairage à partir d'entretiens collectifs », in Soraya AMRANI-MEKKI (dir.), *Et si on parlait du justiciable du XXI^e siècle ?*, Paris : Dalloz, 2019.

14. William J. CHAMBLISS et Robert B. SEIDMAN, *Law, Order, and Power*, Hennlo Park : Addison-Wesley, 1971. Richard QUINNEY, *The Social Reality of Crime*, Boston : Little, Brown, 1970.

15. Marc GALANTER, « Why the "Haves" Come Out Ahead », *Law & Society Review*, 9 (1), 1974, p. 95-160, trad. fr. : « Pourquoi c'est toujours les mêmes qui s'en sortent bien ? » : réflexions sur les limites de la transformation par le droit, L. Umubyeyi et L. Israël, *Droit et Société*, 85, 2013, p.575-640.

16. Sally Engle MERRY, *Getting Justice and Getting Even*, Chicago : University of Chicago Press, 1990.

17. Hannah LIEBERMAN, « Uncivil Procedure », *Yale Law and Policy Review*, 35 (1), 2016, p. 257-270.

18. Cf. tous les entretiens ; seuls Chantal (EC3) et les participant-e-s de l'EC11, qui ont respectivement des expériences de la justice civile ou pénale, n'établissent pas un lien aussi systématique entre coût et qualité de la défense.

19. Céline BESSIÈRE et Sibylle GOLLAC, *Le genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, Paris : La Découverte, 2019.

De plus, les mieux doté-e-s en capital économique tireraient davantage partie du fonctionnement de la justice. Dans un groupe composé de travailleurs précaires *a priori* sans expérience (EC4), le constat de l'écart entre l'idéal d'une justice égale pour tous et la réalité d'une justice qui plie face aux plus forts se fonde sur des affaires très médiatisées en matière pénale et les expériences des participant-e-s ou de leurs proches dans d'autres services publics (caisse d'allocations familiales, impôts) ; pour Jacinto, Annie et Lucie, tou-te-s devraient traiter les usager-ère-s de manière égale, mais « c'est irréalisable », car « y a trop de privilèges qui sont installés pour les uns » :

— *Annie, assistante* : Par rapport aux impôts. [...] ceux qui ont les moyens, [...] ils ont un avocat qui peut se renseigner [...] si ils se trompent et ils ont « droit » à une seconde chance et nous on n'a pas de chance. [...]

— *Bachir, intérimaire peu diplômé* : C'est pas les mêmes règles pour tout le monde, c'est pas les mêmes sanctions. Si t'es riche, t'es un peu privilégié par rapport à la justice. Si t'es pauvre, t'es mal barré.

— *Annie* : Non, je dirais pas mal barré. [...] Si on est pauvre, il faut se battre beaucoup plus.

Pour les enquêté-e-s, le capital économique est un élément décisif, susceptible d'influencer l'accès à une assistance juridique, le choix de recourir ou non à la justice et les interactions avec ce monde selon la compétence et l'implication des intermédiaires du droit. À défaut de recherches françaises systématiques auxquelles comparer ces résultats²⁰, ceux-ci sont cohérents avec les travaux relatifs à l'accès à la justice civile aux États-Unis – plus difficile pour les personnes défavorisées, au risque de leur exclusion sociale²¹.

1.2. ... redoublées par les inégalités sociales et culturelles

Les recherches sur le non-recours à la justice et aux prestations sociales concordent sur les effets de la non-connaissance du droit ; cette dernière amplifierait la défiance des citoyen-ne-s les plus précaires et les moins éduqué-e-s envers les institutions publiques²². Cette idée est ancrée parmi les participant-e-s aux entretiens collectifs, qui insistent sur trois dimensions sociales et culturelles d'inégalité : la technicité du droit, le niveau d'éducation, et l'appartenance des professionnel-le-s du droit à l'élite. Cela rejoint les dimensions identifiées par Pierre Bourdieu²³ qui ajoutait au capital économique, le capital culturel (éducation suffisante pour s'informer, comprendre les démarches à faire et ce qui se joue dans la procédure...) et le capital social (les proches ou connaissances susceptibles d'orienter, de conseiller pour résoudre un litige...).

20. Sauf concernant les différences de traitement entre conjoints ayant des écarts importants de revenus lors des divorces, cf. Nicolas RAFIN, « Les contributions alimentaires en appel : un renforcement des inégalités de classe et de genre », *Droit et Société*, 95, 2017, p. 87-102. Émilie BILAND, *Gouverner la vie privée. L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec*, Lyon : ENS Éditions, 2019.

21. Rebecca SANDEFUR, « Access to Civil Justice and Race, Class and Gender Inequality », *Annual Review of Sociology*, 34, 2008, p. 339-358.

22. Philippe WARIN, *Le non-recours aux politiques sociales*, Grenoble : PUG, 2016. Rebecca SANDEFUR, « Access to Civil Justice and Race, Class and Gender Inequality », article cité, p. 346. Catrina DENVER, Nigel J. BALMER et Alexy BUCK, « Informed Citizens? », *Journal of Social Policy*, 41 (3), 2012, p. 591-614.

23. Pierre BOURDIEU, « Espace social et espace symbolique », in ID., *Raisons Pratiques*, Paris : Le Seuil, 1994, p. 15-29.

Premièrement, les enquêté-e-s protestent unanimement contre la complexité du monde et du vocabulaire juridiques, qui constitue une barrière à l'entrée. De plus, elle rend difficile la compréhension des procédures et décisions, et réduirait leur portée.

Deuxièmement, le niveau d'éducation amplifierait cet écueil, mentionné dans cinq groupes avec expérience de justice²⁴ :

— (EC14) *Yaël, militaire peu diplômé, conseillé par un avocat dans un conflit avec sa hiérarchie* : La majorité des Français [...], ils sont pas assez instruits au niveau justice. [...] Ceux qui connaissent la justice, c'est ceux qui sont, par exemple les entreprises, les cadres, des comptables...

Même par Internet, l'accès aux informations juridiques pertinentes reste difficile pour les moins diplômé-e-s, *a fortiori* en milieu rural :

— (EC2) *Morgane, professeure dont le conjoint a vécu une longue procédure commerciale* : J'habite dans un milieu rural, et j'y travaille [...] Ces gens-là, [...] sur Internet, ils vont pas forcément regarder au bon endroit. Ils vont pas trouver l'info. Ils vont pas savoir s'ils sont dans leur tort ou pas [...] À [la campagne], le juge de proximité, il est très loin !

L'adage « nul n'est censé ignorer la loi » est débattu surtout parmi les groupes d'ouvriers et d'employé-e-s, ou précaires avec expérience de justice (Dominique, EC7 ; Alain, EC15 ; Ludovic et Fabrice, EC17 ; Laurie, EC5). Par cette maxime, Arthur (EC6), saisonnier sans emploi ni expérience, se réfère aussi à la position de surplomb du droit et à sa complexité ; s'il devait comparaître, il viendrait avec « une grosse mallette » contenant « tous les codes ». Pour la plupart des participant-e-s, l'éducation et l'appui d'avocats permettent de mieux comprendre le sens des procédures et décisions.

Toutefois, selon plusieurs enquêté-e-s aux profils diversifiés²⁵, l'usage de termes juridiques complexes par les professionnel-le-s du droit relèverait d'une intention délibérée de dominer les plus modestes. Pour Jacinto (contractuel peu diplômé, EC4), « c'est fait exprès c'est pour pas que tu puisses... intervenir ». Cette violence institutionnelle liée à la conscience des mécanismes de domination s'observe aussi dans le refus des professionnel-le-s de laisser s'exprimer un justiciable, la manière de lui faire comprendre qu'il ou elle ne pourra pas faire valoir ses droits, le manque de préparation du dossier... Les représentations des enquêté-e-s rejoignent une littérature établie sur les professions judiciaires, qui insiste sur l'asymétrie de l'expertise²⁶ ou de familiarité avec les tribunaux au détriment des justiciables²⁷.

Troisièmement, l'appartenance des professionnel-le-s du droit à l'élite culturelle et sociale²⁸ s'accompagnerait d'une mise à distance sociale et d'une domination vis-à-vis des profanes :

24. Dans la discussion générale (EC5, 11, 12, 14) ou à propos du conflit fictif de voisinage (EC2).

25. Enquêté-e-s de milieu populaire sans expérience (EC4) ou avec expériences civiles ou pénales (EC11) ; cadres de l'EC12 avec expériences pénales et professionnel-le-s du droit de l'EC8.

26. Andrew ABBOTT, *The System of Professions*, Chicago : University of Chicago Press, 1988.

27. Marc GALANTER, « Why the "Haves" Come Out Ahead », article cité, note la moindre implication des avocats à l'égard des plaideurs ou défenseurs occasionnels.

28. Yoann DEMOLI et Laurent WILLEMEZ, *L'âme du corps. La magistrature française dans les années 2010*, rapport, Mission de recherche Droit et Justice, 2019. Louis ASSIER-ANDRIEU, *Les avocats*, Paris : Lextenso éditions, 2011.

— (EC12, cadres, avec expérience de la justice pénale) Valentin : Le monde de la justice est pensé par, et je dirais piloté par et pour les élites. [...] Il y a pour moi, [...] depuis le législateur jusqu'à l'avocat, au juge, au greffier, une sorte de volonté de conserver un ascendant sur le justiciable. [...] C'est une sorte de pouvoir.

— Nicolas : [...] C'est semblable à la médecine dans les années... il y a un demi-siècle. [...] Les personnes arrivent complètement désarmées devant un avocat !

Surtout parmi les participant-es cadres avec expériences civiles, la manière dont les magistrats ou leurs auxiliaires appréhenderaient les affaires et (p)rendraient leurs décisions serait biaisée par des visions du monde similaires, et la participation aux mêmes réseaux que l'élite. Par exemple, les liens au politique expliqueraient la gestion différentielle de la délinquance financière ; Denise (EC1), chirurgien retraitée, raconte avoir fait jouer ses relations au ministère de la Justice pour bloquer le pourvoi en cassation de son mari contre leur jugement de divorce dans les années 1960. Le monde judiciaire se caractériserait aussi par l'interconnaissance (liens établis pendant leur formation) ; les professionnel-le-s y agiraient parfois en fonction de leurs allégeances politiques ou syndicales.

Ces résultats font écho aux recherches sur la proximité des élites judiciaires, politiques et économiques, et sur l'importance du droit dans la formation des élites dirigeantes et leur exercice du pouvoir²⁹ : les mieux doté-e-s parviendraient plus souvent à s'arranger avec le droit³⁰, ou endureraient plus facilement le formalisme, les contraintes et les temporalités longues que le recours au droit impose³¹. Constructions des élites et outils dans leurs mains, le droit et la justice constitueraient dès lors un monde à part, difficile d'accès, voire opprimant, bien loin des idéaux d'égalité. Cette représentation d'une justice au détriment des plus démunis et moins éduqués est partagée indépendamment des caractéristiques sociales et de l'expérience de justice.

II. La critique des traitements différenciés au prisme du genre et de l'appartenance à une minorité

Ces inégalités financières et sociales, déjà explorées par des enquêtes quantitatives, ne donnent pas une image complète des inégalités face à la justice. Dans une approche intersectionnelle, les travaux nordaméricains suggèrent qu'elles doivent être mises en perspective avec d'autres dimensions structurelles : les relations de genre et de race³². En France, les effets du genre sont perçus comme forts en matière familiale, tandis que ceux de l'appartenance à une « minorité visible » le sont peu, au civil seulement.

29. Liora ISRAËL et Rachel VANNEUVILLE, « Legal Training and the Reshaping of French Elite », *Journal of Education and Work*, 30 (2), 2017, p. 156-167.

30. Lorenzo BARRAULT-STELLA et Alexis SPIRE, « Introduction. Quand les classes supérieures s'arrangent avec le droit », *Sociétés contemporaines*, 108 (4), 2017, p. 5-14.

31. Arnaud BEAL, Nikos KALAMPALIKIS, Nicolas FIEULAIN *et al.*, « Expériences de justice et représentations sociales : l'exemple du non-recours aux droits », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 103, 2014, p. 549-573. Marc GALANTER, « Why the "Haves" Come Out Ahead », article cité.

32. Carroll SERON et Franck MUNGER, « Law and Inequality », *Annual Review of Sociology*, 22 (1), 1996, p. 187-212.

II.1. L'influence du genre sur les attentes et perceptions du traitement judiciaire

Une différence entre hommes et femmes s'observe dans les attentes vis-à-vis de la justice. De plus, selon les enquêté-e-s, le genre constitue un critère déterminant du (non-)recours au système judiciaire et des traitements différenciés par les professionnel-le-s du droit.

Les femmes expriment plus souvent des attentes en termes de *care*, d'écoute et de bienveillance, par-delà le *cure*, en comparant la justice à la santé³³. Plusieurs enquêté-e-s parmi les professions intermédiaires avec expérience au civil, expriment leur déception quant au traitement « froid » et assez mécanique réservé par certain-e-s juges ou avocat-e-s :

— (EC3) *Émeline, infirmière* : Moi j'avais une attente humaine.

— (EC7) *Virginie, relieuse* : [Au tribunal] deux fois... j'ai eu quelque chose en retour, ce qu'on appelle de l'argent mais moi, [...] y a un manque et c'est vraiment un manque de proximité [...] Lors du conflit avec mon employeur] je me suis dit « c'est fini. Ce sera la dernière fois » [...] Ça manque de parole réconfortante et puis des explications peut-être, des explications plus rationnelles...

Ces expériences frustrantes peuvent inciter à ne plus recourir à la justice.

Ces attentes se retrouvent dans les représentations des relations de genre entre avocat-e et client-e : l'empathie serait confortée par la connivence et la solidarité féminines. Cet échange dans l'EC4 l'illustre. Selon Lamia, auxiliaire de vie qui a divorcé, une avocate comprendrait mieux ce qu'une femme en cours de séparation ressent ; pour Annie, une défense efficace implique un bon contact entre défendeur et conseil. Jacinto soutient, lui, qu'un-e avocat-e doit être neutre, quel que soit son sexe. D'accord sur le principe, Lucie, intérimaire, estime qu'il en est autrement dans les faits, puisqu'il s'agit d'une relation « de confiance ». Lucie, Lamia et Annie naturalisent ces différences entre hommes et femmes :

— *Lamia* : Les avocats [...] pour les divorces aussi, si on est une femme, on nous dit « c'est mieux de prendre une femme, elle nous comprend mieux. Elle est plus avec nous » [...]

— *Annie* : Ça dépend pour quoi on en a besoin. C'est vrai qu'en cas de divorce, si c'est un homme, c'est assez compliqué à dire les mots.

Si la littérature suggère que le choix d'avoir un avocat dépend du type de contentieux³⁴, on montre ici que les rapports de genre entrent en ligne de compte dans ce choix, quand les moyens des justiciables le leur permettent.

Ensuite, sept entretiens³⁵ abordent les traitements différenciés entre hommes et femmes lors des séparations. Les hommes soutiennent la thèse d'inégalités à leur encontre, déduite du fait que peu de pères ont la garde de leurs enfants ; certaines femmes, ayant connu la justice civile, mais pas les affaires familiales, le reconnaissent :

— (EC3) *Valérie, agent de paie* : Il y a une bataille des pères qui disent que c'est injuste.

33. Huit femmes (EC1, 3, 5, 6, 7, 9, 12, 16) et un homme (EC11), qui ont au moins une expérience de justice, à une exception, établissent cette métaphore.

34. Herbert KRITZER, « To Lawyer, or Not to Lawyer, Is That the Question? », *Journal of Empirical Legal Studies*, 5 (4), 2008, p. 875-906.

35. EC1, 3, 4, 5, 7, 8, 16.

— (EC7) *Karim, agent SNCF, divorcé* : Mon avocat me disait « on est tombé sur une femme, c'est pas de chance ». Elle était enceinte [...] elle change de juridiction. [...] elle a bâclé le dossier. Ben oui mais moi, la vie de mes enfants, elle est pas bâclée. [...]

— *Clara, intérimaire* : Rien que ce soit le père déjà qui doit prouver qu'il est capable d'élever ses enfants [...]

— *Karim* : De toute façon, ça influence. Que ce soit en tant que plaignant ou demandeur, [...] être un homme ou une femme, ça change [...] Un juge homme n'a pas la même, enfin le même rendu qu'une juge femme.

Cette analyse genrée montre la visibilité médiatique des mobilisations des associations de pères séparés ou divorcés par contraste avec la difficile construction du non-versement des pensions alimentaires comme problème public³⁶.

Certaines mères, enseignantes ou cadres, démystifient ce cliché, soulignant comment les différences de genre se doublent souvent d'inégalités économiques entre conjoints :

— (EC1, *affaires familiales*) *Romain, photographe* : Aux affaires familiales, si vous êtes un homme... voilà, d'entrée de jeu, c'est faussé. [...] 90 % des femmes obtiennent la garde des enfants. [...] Quand vous rentrez, déjà vous êtes mort.

— *William, artiste* : Les chiffres le disent clairement de toute façon.

— *Romain* : C'est simple hein, vous demandez la garde des enfants [...] Vous passez pour un taré [...]

— *Soraya, chargée de formation* : Les chiffres disent aussi que ben, y a un pourcentage important de papas qui... ne paient plus de pension alimentaire. [...]

— *Anne, professeure* : J'ai lâché l'affaire, parce que derrière euh... mon ex-mari lui, il avait les moyens de se payer un ténor [...] Il gagne 9 fois mon salaire et il a rien quasiment à payer en pension alimentaire, alors que je suis difficilement au SMIC [salaire minimum de croissance].

La croyance en l'idée d'une justice familiale au détriment des hommes conduit à des prophéties autoréalisatrices, par exemple à travers le fait que certains hommes ne sollicitent pas la garde de leurs enfants. Or, différents travaux montrent que l'attribution majoritaire des gardes d'enfants aux mères résulte surtout du fait que les pères en font moins souvent la demande, notamment dans les milieux modestes³⁷.

Le maintien de rapports de pouvoir différenciés entre hommes et femmes parmi les ex-conjoints, au détriment des secondes, est amplifié par le renoncement de nombre d'entre elles à obtenir le versement de la pension alimentaire³⁸. Cet évitement de la justice s'explique parfois par la volonté d'échapper aux dynamiques de domination ayant conduit à la première saisine du juge. Plusieurs femmes ayant subi des violences conjugales indiquent que le traitement judiciaire peut redoubler cette violence³⁹ :

36. Aurélie FILLOD-CHABAUD, « Les usages du droit par le mouvement des pères séparés », *Genre, sexualité & société* [en ligne], 15, 2016.

37. Les pères demandant la garde dans un cas sur 10 parmi les 80 % de dossiers sans conflit, cf. COLLECTIF ONZE, *Au tribunal des couples*, Paris : Odile Jacob, 2013, p. 167 ; les juges acceptent cette requête des pères une fois sur sept contre une fois sur trois pour les mères, cf. Zakia BELMOKHTAR et Laurette CRETIN, « Le regard des divorcés sur la résidence de leurs enfants », *Infostat Justice*, 139, 2015.

38. Cas de plusieurs femmes dans les EC1, 3 et 5.

39. Catherine MATHIEU, « Le rôle du juge aux affaires familiales dans le traitement des violences conjugales », in Ernestine RONAI et Édouard DURAND (dir.), *Violences conjugales*, Paris : Dunod, 2017, p. 145-166.

— (EC3) Chantal, *modératrice et chargée d'assistance web* : La dernière fois où je suis retournée devant le juge aux affaires familiales, à la demande de mes enfants [...] Ça a été vraiment très dur [...], ça m'a fait moi, revivre le divorce [...], la dimension de victime qui n'avait pas été prise en compte à l'époque du fait qu'il n'y avait pas eu de violences physiques, juste psychologiques. Mais ça à l'époque « ah, il vous a pas tapé ? Ben c'est pas grave ».

Tou-te-s les enquêté-e-s n'estiment pas que le rôle de la justice est de compenser les inégalités entre conjoint-e-s. Titulaire du bac, au chômage, Géraldine (EC15) s'indigne que le juge se soit étonné qu'elle n'ait pas demandé de pension alimentaire : « J'hallucine total ! [...] J'avais l'impression de devoir m'acharner sur mon ex-mari. »

Au-delà des choix de certaines femmes, des travaux montrent que les décisions des juges aux affaires familiales reflèteraient les séparations de rôles enracinés dans la société et les inégalités sociales en résultant⁴⁰. En revanche, leurs décisions reproduiraient les inégalités financières entre conjoint-e-s, avec des transferts économiques pour les conjoints dépendants qui ne compensent pas les inégalités cumulées au long du mariage entre le père/ homme travailleur à temps plein et la mère/ femme qui assume souvent l'essentiel des responsabilités de gestion de la maison et des enfants⁴¹.

Celles et ceux qui ont l'expérience des affaires familiales ressentent fortement des inégalités de genre. Les femmes qui n'ont pas eu l'expérience de ce contentieux et les hommes qui y ont eu affaire en ont une vision stéréotypée. En matière familiale, les enquêté-e-s occultent davantage les différences sociales et économiques, au profit de celles en termes de genre ; peu mettent en avant leur imbrication. L'intériorisation des inégalités socioéconomiques genrées par les justiciables et les professionnel-le-s rend plus difficile une intervention de la justice destinée à rééquilibrer les rapports de domination.

II.2. Au civil, la maîtrise du français plus déterminante que l'appartenance à une minorité visible

Tou-te-s les participant-e-s s'accordent sur le fait que la non-maîtrise de la langue française constitue un frein à l'accès au droit et à la justice. À cinq exceptions près⁴², tou-te-s pensent que l'appartenance à une minorité visible, la nationalité et le caractère régulier ou non de l'immigration ont un effet sur le recours au droit et à la justice, la compréhension de ce qui s'y joue et les pratiques des forces de l'ordre, magistrat-e-s et avocat-e-s, surtout dans les affaires qui touchent au pénal, mais parfois aussi au civil⁴³. Selon plusieurs participant-e-s⁴⁴, les professionnel-le-s

Joan KELLY et Michael JOHNSON, « Differentiation Among Types of Intimate Partner Violence », *Family Court Review*, 46 (3), 2008, p. 476-499.

40. Céline BESSIÈRE et Muriel MILLE, « Le juge est (souvent) une femme », *Sociologie du travail*, 55 (3), 2013, p. 341-368.

41. COLLECTIF ONZE, *Au tribunal des couples*, op. cit., p. 232.

42. Guy (EC8) dénie toute influence de facteurs extérieurs à l'affaire sur son traitement. Pour Suzanne (EC6), les attitudes individuelles importent plus que les catégories. Pour Éric (EC10), le principe d'une justice égale pour tous prévaut.

43. Rares sont les enquêté-e-s qui distinguent le civil et le pénal. Mais, pour l'analyse, cela fait sens à la lumière des exemples personnels ou médiatisés qu'ils ou elles citent.

44. Suzanne (EC6), Sandra (EC8), Alix (EC9), Thomas (EC11), Clothilde (EC15).

du droit ne pourraient échapper aux préjugés qui influencent le regard de toute personne.

Or la maîtrise du français est nécessaire pour comprendre les procédures et décisions. Les participant-e-s le voient comme un prolongement des difficultés d'accès liées à la complexité du langage juridique et aux inégalités en matière d'éducation. Dans un groupe de professions intermédiaires (EC3), Martian, informaticien auto-entrepreneur de type asiatique, rend compte de ses recherches d'informations sur les normes de droit applicables au litige qui l'oppose à son employeur. Disposant des codes linguistiques et sociaux d'un Français de classe moyenne, il se sent perdu et souligne la difficulté d'accès *a fortiori* pour une personne étrangère qui ne maîtriserait pas le français.

La « barrière de la langue », cumulée avec le fait d'être le seul homme à l'audience avec l'épouse, la juge et les deux avocates, est aussi évoquée par deux enquêté-e-s à propos du documentaire. Le fait que le mari et père d'origine maghrébine ne parle pas parfaitement le français lui porterait préjudice dans sa défense (aucun argument socioéconomique n'est abordé). Pourtant, la juge aux affaires familiales, décrite comme à l'écoute, ne fait l'objet d'aucune critique.

Excepté la maîtrise de la langue, le fait d'être un étranger ou d'appartenir à une minorité visible est peu mentionné en matière civile⁴⁵. En revanche, la récurrence des contrôles routiers et d'identité dans certains quartiers peut faire appréhender les contacts avec un-e juge⁴⁶, voire disqualifier le principe d'égalité et l'idéal de la démocratie. Azedine refuse de généraliser les « délits de faciès » (*sic*) ; mais son témoignage atteste des façons dont les dispositifs d'action publique judiciaire (contrôles d'identité, audiences) altèrent ou confortent la confiance à l'égard des institutions étatiques :

— *Azedine* : Moi j'y crois moyennement à la démocratie. [...] J'ai toujours été obligé de faire le double des autres et compagnie pour avoir une place. [...] J'avais du mal avec la rencontre avec le juge [aux affaires familiales].

Azedine, non inscrit sur les listes électorales, reste circonspect quant au politique et aux institutions régaliennes. Il est surpris de l'amabilité de la juge à l'audience.

En matière familiale, le genre surtout, les inégalités socioéconomiques et plus rarement la langue sont les éléments les plus discriminants identifiés par les enquêté-e-s, y compris issu-e-s de minorités visibles. Ce dernier effet est rarement perçu, contrairement au pénal, ce qui distingue le cas français de ce qui est observé aux États-Unis. Cette différence s'explique sans doute par les méthodes employées : les recherches américaines étudient les décisions rendues, en prenant en compte la race lorsque celle-ci est mentionnée dans une affaire.

45. De rares travaux en montrent l'influence dans la justice familiale française. Céline BESSIÈRE, Émilie BILAND, Abigail BOURGUIGNON *et al.*, « Faut s'adapter aux cultures, Maître ! », *Ethnologie française*, 169, 2018, p. 131-140. Caroline SIMON, Barbara TRUFFIN et Anne WYVEKENS, « Between Norms, Facts and Stereotypes », *Studies in Law, Politics, and Society*, 78, 2019, p. 113-129.

46. En attestent Azedine, entrepreneur en travaux publics (EC16), Anthony (EC15) qui enchaîne les emplois peu qualifiés, et Ludovic, informaticien (EC17), qui a eu aussi son permis suspendu.

III. Des pondérateurs de ces inégalités

D'autres critères tempèrent, sans les remettre en cause, les facteurs explicatifs mentionnés plus haut : le capital procédural des personnes et leur capacité inégale à mobiliser le droit comme une ressource. Ils conduisent à récuser tout déterminisme.

III.1. Un capital procédural, partiellement déconnecté de la position sociale et du niveau de diplôme

Le capital procédural, qu'Alexis Spire et Katia Weidenfeld définissent comme « la capacité à réagir aux demandes de l'institution judiciaire en mobilisant des proches, des ressources adéquates ou en déléguant aux bons intermédiaires la défense de sa cause »⁴⁷, se distingue des compétences juridiques et n'est pas le strict reflet de différences économiques, culturelles et sociales. Il peut s'accroître au fil des expériences judiciaires. Il inclut l'attitude qu'adoptent les personnes lors de leurs interactions avec les professionnel-le-s du droit, parfois déterminante.

L'aisance avec le droit et les « codes » judiciaires comme atout

L'accès au(x) droit(s) et aux tribunaux repose sur le fait de se sentir légitime à se saisir du droit⁴⁸. Daniel Gaxie qualifie de « cens caché » le sentiment d'illégitimité et la difficulté à se prononcer sur des enjeux politiques qu'éprouvent certains groupes sociaux selon leur sexe, niveau de diplôme ou milieu social⁴⁹. Plusieurs éléments assoient la conviction d'être légitime à agir en justice, comme le fait d'avoir étudié le droit ou d'être conseillé par des juristes. Charlotte (EC12), journaliste ayant eu plusieurs expériences civiles et pénales, dresse un parallèle avec l'accès différencié à la culture :

Comme j'ai fait quelques études de droit, j'ai décidé que ça ne me ferait pas peur [...], c'est comme les musées quoi. Y a ceux qui se sentent légitimes à y aller [...] et d'autres pas.

Ce sentiment de légitimité ne recoupe pas toujours les différences en termes de revenus ou de formation. Quatre enseignants expriment leur méconnaissance et peur de la justice, qu'ils y aient eu affaire ou pas. Édith (EC16), qui y a été confrontée pour vol et dégradations de voitures, « préfère ne pas y avoir affaire, parce que ça me fait peur quoi, comme si ça me faisait rentrer dans un circuit où on ne maîtrise rien du tout. » Au contraire, « autodidactes » en droit, certain-e-s participant-e-s au statut plus précaire se sont défendu-e-s seul-e-s pour réduire les coûts ; ces personnes sont fières d'y être parvenues malgré leur peur, comme Laurie (EC5, professeure de violon, en matière familiale), Dominique (EC7, magasinier, en litige contre sa propriétaire) et Nicolas (EC12, entrepreneur, en procès contre une grande société).

L'attitude adoptée par les citoyen-ne-s lors de leurs interactions avec les professionnel-le-s du droit – politesse, retenue, hexis corporelle – est jugée cruciale. Ce qui

47. Alexis SPIRE et Katia WEIDENFELD, « Le tribunal administratif : une affaire d'initiés ? », *Droit et Société*, 79, 2011, p. 689-713, p. 712.

48. Arnaud BEAL, Nikos KALAMPALIKIS, Nicolas FIEULAIN *et al.*, « Expériences de justice et représentations sociales : l'exemple du non-recours aux droits », article cité, p. 568.

49. Daniel GAXIE, *Le cens caché*, Paris : Le Seuil, 1978.

fait débat, c'est la capacité des individus à s'extraire de leur habitus, entendu comme l'ensemble des dispositions largement inconscientes mobilisées pour agir et produire des jugements⁵⁰. Dans un groupe de cadres avec expériences pénales, Nicolas (EC12), issu du monde ouvrier, souligne la capacité de certaines personnes à adopter la conduite attendue par les professionnel-le-s du droit. Selon Valentin et Charlotte, cette conscience des enjeux des interactions judiciaires n'est pas partagée quelle que soit l'origine sociale ou ethnique. Ces différences d'attitude ont un effet sur les décisions, notamment quand les juges manquent de temps ; or, plusieurs enquêté-e-s de milieu populaire soulignent à quel point le fait que les juridictions civiles sont débordées affecte le traitement judiciaire et son issue (Dominique et Karim, EC7).

La familiarisation au droit et à la justice à travers les expériences personnelles

Enfin, des connaissances, savoir-être et une plus grande familiarité avec l'univers judiciaire peuvent être réutilisés au fil des expériences de justice. Plusieurs personnes déstabilisées lors de leur première expérience ont « décidé » d'être davantage acteurs et actrices lors de leurs confrontations ultérieures : en matière familiale (Romain, EC1 ; Karim, EC7, Azedine, EC16), de droits d'auteurs (Chantal, EC3), d'autres contentieux civils (Dominique, EC7) ou en matières civile et pénale (Nicolas, EC12). Plusieurs affichent leur volonté de « se battre » et de « ne p[lus] se laisser faire », ni « impressionner » (Romain, EC1 ; Stéphanie, formatrice, Vincent, EC5 ; Azedine, EC16). S'il est difficile de généraliser, plus d'hommes affirment avoir appris de leurs expériences judiciaires ; pourtant, davantage de femmes ont été confrontées plusieurs fois à la justice : c'est pourquoi il importe de s'intéresser au poids du genre dans la manière de vivre ces rapports.

Plus de femmes (surtout professions intermédiaires ou aux revenus modestes) se découragent face au non-respect du droit de visite, au non-versement de la pension alimentaire (Anne, EC1 ; Jeanne, Magali, Émeline et Valérie, EC3 ; Laurie, Olivia, Christine, EC5) ou à la violence des échanges (Véronique, EC9 ; Monique, EC13) ; c'est aussi le cas de Youssef employé sans contrat de travail qui réclame les salaires qui lui sont dus (EC14). Certaines renoncent à faire valoir leurs droits. Neuf femmes, satisfaites d'avoir obtenu la garde de leurs enfants, ont renoncé à saisir de nouveau la justice concernant la pension alimentaire, par crainte d'un jugement moins favorable ; ceci témoigne du poids de la répartition genrée des rôles. L'ineffectivité des décisions judiciaires les concernant ne s'accompagne pas d'une remise en cause de la justice. Pour d'autres, ce renoncement est vécu comme injuste et douloureux (Anne, EC1 ; Nicole, EC9) :

— *Nicole (en fauteuil roulant)* : Je peux pas rentrer, ni sortir de mon immeuble toute seule à cause des portes. [...] Je ne peux pas me battre contre une structure HLM [habitation à loyer modéré] qui est grosse, énorme par rapport à moi et où je n'ai absolument pas les moyens financiers de pouvoir faire un procès. Donc on s'écrase. [...] C'est vraiment pas juste. Mais que faire aujourd'hui, à part faire des scandales médiatiques, que j'ai déjà fait, mais [...] ça n'aboutit sur rien. [...] Moi aujourd'hui, je suis dans la plainte [...] Où est la justice sur cette terre ?

50. Pierre BOURDIEU, « Espace social et espace symbolique », *op.cit.*, p. 21.

Nicole se heurte à un *repeat player* : HLM, caisse d'assurance maladie dans une autre affaire. Or, le recours aux médias pour défendre sa cause n'a pas suffi. Pour d'autres, la décision d'éviter la justice concernerait tous les types d'affaires, excepté celles mettant en cause son intégrité physique ou celle de ses proches (Virginie, EC7 qui a saisi la justice en matières familiale et prud'homales ; Youssef, EC14). Ces cas illustrent les difficultés rencontrées par les personnes en situation vulnérable ou d'exclusion sociale pour obtenir une aide juridique et judiciaire, et à être convaincues du soutien que leur apportera le système judiciaire⁵¹.

III.2. Le droit comme ressource et *empowerment* : des représentations contrastées

Il est d'utile d'opérer des rapprochements avec les travaux sur la conscience du droit afin de rendre compte de la diversité des rapports ordinaires au droit qui a été observée. L'ouvrage phare de Patricia Ewick et Susan Silbey repose sur une conception constructiviste et *bottom-up* de la légalité qui ne se réduit pas aux dispositifs et institutions juridiques, mais émerge « dès lors que des personnes et des groupes interprètent délibérément et invoquent le langage du droit, son autorité, ses procédures pour organiser leurs vies et gérer leurs relations »⁵². Ces auteures identifient trois « métahistoires du droit » : avec, contre ou face au droit. « [Ces] cadres interprétatifs représentent et façonnent la manière dont les gens font l'expérience de la légalité. Les gens s'appuient sur ces cadres pour construire et interpréter leurs propres expériences du droit, et avis sur celui-ci [*accounts of law*]. [...] Chacun invoque un ensemble différent de revendications normatives, de justifications et de valeurs pour exprimer comment le droit devrait fonctionner. Chacun attribue différentes capacités et identifie différentes contraintes relatives à l'action en justice⁵³. »

Une minorité de participant-e-s, parmi les cadres et les ouvriers, recourent de manière stratégique au droit, plus qu'aux tribunaux, pour obtenir gain de cause. Pour eux, le droit et ses intermédiaires sont des ressources pour atteindre leurs objectifs. Concernant des litiges de la vie quotidienne, certain-e-s adressent des lettres de réclamation auprès d'administrations et d'entreprises en faisant référence aux textes de loi ou réglementations, sollicitent le droit ou leur assurance en cas de conflit de voisinage. Ces solutions sont mobilisées avec succès plutôt par des cadres⁵⁴. Chantal (EC3) exerce un métier pour lequel elle recourt régulièrement au droit, mais rarement à la justice, la négociation à l'amiable suffisant souvent ; de plus, selon les circonstances précises, une règle (comme le droit à l'image) s'applique ou non, ce qui explique le poids de la jurisprudence, et le fait qu'« il faut juger au cas par cas, y a rien de dit ». Connaissant le droit, Chantal entend faire valoir ses droits. Bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, elle a démarché plusieurs avocats pour son divorce et son licenciement, et fait preuve d'une faculté à jouer avec le droit. Jacinto (EC4) se réfère à cette

51. Alexy BUCK, Nigel BALMER et Pascoe PLEASANCE, « Social Exclusion and Civil Law », *Social Policy and Administration*, 39 (3), 2005, p. 302-322.

52. Patricia EWICK et Susan S. SILBEY, *The Common Place of Law*, Chicago : University of Chicago Press, 1998, p. 20. Notre traduction.

53. *Ibid.*

54. Émilie, consultante (EC2) ; Sandrine, formatrice (EC5) ; Chantal (EC3), mais aussi Annie, Lucie (EC4).

attitude quand il conteste les stratégies de « dissuasion » des parties adverses : « Ils veulent nous instaurer cette peur, pour qu'on se ravise par rapport aux démarches. » Nicolas (EC12) lui aussi fait valoir ses droits, y compris en prison, en se défendant seul ou assisté d'un avocat. Cette perspective stratégique peut être rapprochée du rapport « avec le droit ». Selon ce cadre interprétatif, le droit est une ressource pour obtenir l'effectivité des règles ; les frontières sont peu marquées entre le droit et l'existence ordinaire ; les gens ne se réfèrent pas tant au pouvoir du droit qu'aux capacités personnelles à l'égard du droit.

Pour ces participant-e-s ou d'autres plus modestes, les intermédiaires du droit et tribunaux compenseraient certaines inégalités :

— (EC4) Annie : Quand c'est pas juste, il faut que, quelque part, y en a un qui soit « plus fort » que ceux qui ont une position assez élevée pour pouvoir défendre ceux qu'ont pas les moyens ou la possibilité de se défendre. [...] La justice devrait défendre à part égale.

Dans l'EC14, alors que Youssef déclare : « les plus forts, ils font la loi, ils ont le pouvoir et nous..., on peut pas. On n'a pas le droit », Yaël lui réplique que « sans la justice, celui qui est le plus fort passe devant ». Il considère le droit comme une ressource personnelle et collective ; par ses conseils, l'avocat, « là pour défendre nos intérêts », réduirait certains rapports de domination et asymétries d'information par sa proximité aux élites :

[Les avocats], c'est des personnes aussi qui ont des pouvoirs, connaissant les juges ou des hautes personnalités. [...] J'ai déjà rencontré des personnes bien placées et quand vous êtes à côté d'eux, vous attendez qu'ils disent, vous apprenez d'eux. [...] Si vous restez tout le temps dans votre coin, avec votre famille tout simplement, ben vous allez avoir l'éducation qui va avec votre famille.

Chaque citoyen-ne devrait connaître ses droits et les faire valoir pour renverser les injustices subies : le droit permettrait une dynamique d'*empowerment*. Yaël s'oppose au choix résigné d'exit de Youssef. L'évitement, en tant que volonté d'échapper au pouvoir écrasant des règles juridiques, relève d'une des attitudes « contre le droit » : selon P. Ewick et S. Silbey, l'incertitude et l'absence de maîtrise incitent à se résigner face à une justice qui paraît inaccessible, à se soustraire à l'influence du droit perçu comme arbitraire, ou à lui résister.

Les médias, à travers les émissions de résolution des litiges ou en suscitant une « affaire », peuvent aussi inverser les rapports de pouvoir. Davantage de sans emploi, d'employé-e-s et de professions intermédiaires avec expériences civiles ou pénales le suggèrent : concernant le cas fictif de conflit de voisinage, six enquêté-e-s citent l'émission de Julien Courbet, quand Arthur (EC6, sans expérience) pense à une stratégie médiatique de « *blaming and shaming* »⁵⁵. Dans cinq entretiens, neuf enquêté-e-s (dont huit femmes et cinq cadres) mentionnent aussi les associations pour défendre leurs droits. Deux cadres associent action médiatique et collective à la place ou en complément d'une action judiciaire (amie d'Émilie, EC2 ; Charlotte, EC12 dans un conflit immobilier).

55. Émilie (EC2), sans expérience ; Jeanne infirmière (EC3) ; Annie (EC4) ; Nicole en invalidité (EC9) ; Ludovic (EC17) ; Géraldine (EC15) s'y réfère sans citer l'animateur.

Enfin, une majorité d'enquêté-e-s se situe dans une attitude « face au droit » : ces personnes acceptent l'autorité du droit, qui leur paraît séparée de la vie ordinaire, tout en la craignant. Elles ressentent une grande distance vis-à-vis du droit, mais reconnaissent sa « grandeur ». Le droit, conçu comme un système ordonné de règles fixes, connues et hiérarchisées, est décrit comme le « cadre objectif d'une action désintéressée »⁵⁶, protecteur des individus et guidé par l'intérêt général. Dans cette conception du droit, les dominant-e-s n'ont pas plus de chances de s'en sortir que les dominé-e-s. Pour Soraya (EC1), la confrontation avec la justice, « intimidante », source de stress et de difficultés, est plutôt à éviter. Mais Soraya n'y renonce pas afin de défendre un intérêt supérieur : sa dignité, son intégrité physique.

Aux conditions suivantes, le droit apparaît moins éloigné : familiarisation par des expériences antérieures ; acculturation aux codes de la justice par l'entremise de proches juristes ou d'intermédiaires du droit ; recours aux médias ou associations.

Conclusion

Saisir les représentations des citoyen-ne-s met en lumière les processus de réceptions et de réappropriations de l'activité judiciaire et de l'action de l'État en matière d'accès au droit et à la justice dans ses composantes matérielles et pratiques, symboliques et cognitives. Cet article participe d'un regain d'intérêt pour les personnes « ordinaires » et l'action publique visible depuis les années 1990 – en science politique en termes de *policy feedbacks*⁵⁷ et en sociologie du droit autour des *legal consciousness studies* notamment.

Appréhender en entretiens collectifs les inégalités face au droit et à la justice permet de concilier leur analyse compréhensive et interprétative avec une approche structurelle en termes de classe, de genre et de race : la réflexivité suscitée par les échanges et les cas conduit les participant-e-s à confronter et donc à mettre à distance leurs pratiques et représentations. De plus, ce type de recherche qualitative et subjective confirme les constats établis par les enquêtes quantitatives qui relèvent les inégalités d'accès à la justice liées au coût et à la complexité des procédures ; il restitue des représentations plus fines et situées de la manière dont celles-ci pèsent sur les rapports à la justice. Avec le recul, un protocole combinant entretiens individuels et collectifs mettrait davantage l'accent sur les pratiques et leurs effets concrets, tout en conservant la dynamique réflexive de groupe.

La récurrence des inégalités économiques, sociales et culturelles rend visible leur caractère structurel. Ceci explique que les enquêté-e-s critiquent unanimement le droit en tant qu'instrument de domination au service des puissants. Par contraste, l'influence du genre fait l'objet d'interprétations genrées contradictoires ; les traitements différenciés selon le sexe, très prégnants en matière familiale, sont attribués au manque de moyens et de temps, et aux pratiques des professionnel-le-s du droit, qui seraient en partie façonnées par des stéréotypes de genre. Cette représentation a des

56. Patricia EWICK et Susan SILBEY, « Common Knowledge and Ideological Critique », article cité, p. 1028.

57. Joe SOSS et Donald MOYNIHAN, « Policy Feedback and the Politics of Administration », *Public Administration Review*, 74 (3), 2014, p. 320-332. Vesla WEAVER et Amy LERMAN, « Political Consequences of the Carceral State », *American Political Science Review*, 104 (4), 2010, p. 817-833.

conséquences en matière de (non-)saisine des tribunaux concernant les pensions alimentaires ou les violences conjugales. Contrairement au pénal, les enquêté-e-s identifient peu d'effets de l'appartenance à une minorité visible, excepté en l'absence de maîtrise du français. Une minorité, pas seulement parmi les plus favorisé-e-s, mobilise le droit comme un instrument individuel ou collectif de défense de leurs droits, en s'y familiarisant au travers de leurs expériences, ou en sollicitant des intermédiaires du droit ou médias.

Quatre dimensions influencent les représentations de la justice civile. Les citoyen-ne-s, indépendamment de leur *appartenance sociale*, soulignent le maintien ou l'amplification des inégalités économiques, sociales et culturelles dans la confrontation à la justice. Les représentations sont d'autant plus critiques que les enquêté-e-s ont une *expérience de justice*, que ces personnes se soient senties lésées par la procédure, les interactions avec la partie adverse, les professionnel-le-s ou leurs décisions : la frustration, la colère et le souhait de l'éviter sont plus présents, tout comme la volonté de mieux se préparer à de futures confrontations pour d'autres. Les expériences judiciaires sont donc décisives dans la formation ou la transformation des rapports au droit et à la justice. De plus, les inégalités socioéconomiques et culturelles se doublent d'inégalités de genre ou liées à l'appartenance à une minorité, qui s'expriment différemment selon *les contentieux*. Le *genre* façonne aussi les attentes à l'égard de la justice et les manières d'interpréter les traitements différenciés entre hommes et femmes en matière familiale.

Ces constats seront affinés et généralisés par l'exploitation d'une enquête par questionnaire, conçue à partir de la trame d'entretien collectif. Si des rapprochements ont été établis avec la littérature anglosaxonne sur les inégalités face au droit, une analyse incluant le secteur pénal les renforce, notamment concernant l'effet de l'appartenance à une minorité visible, peu perçue au civil.

■ Les auteur·rice·s

Bartolomeo Cappellina est chercheur postdoctoral à Sciences Po Grenoble au CESICE et chercheur associé à Pacte. Ses recherches portent sur les réformes gestionnaires de la justice, les effets des normes européennes non contraignantes sur l'action publique en matière de coopération policière et judiciaire, les expériences et les représentations citoyennes de la justice. Parmi ses publications :

— « Legitimising EU Governance through Performance Assessment Instruments. European Indicators for a Judicial Administration Policy », *International Review of Public Policy*, 2 (2), 2020 ;

— « Quantifier la qualité de la justice, entre droits de l'homme et modernisation », *Revue française de socio-économie*, 19, 2017.

Cécile Vigour est directrice de recherches au CNRS en sociologie et science politique. Croisant enquêtes qualitatives et quantitatives, ses travaux étudient les transformations de la justice en lien avec les réformes globales de l'État, du double point de vue des professionnel·e·s et citoyen·ne·s. Parmi ses publications :

— « "On a soif d'idéal !" Des critiques à la hauteur des attentes des citoyens. Un éclairage à partir d'entretiens collectifs » (avec Laurence DUMOULIN), in Soraya AMRANI-MEKKI (dir.), *Et si on parlait du justiciable du XXI^e siècle ?*, Paris : Dalloz, 2019 ;

— « Les représentations sociales des peines en France. Une approche par entretiens collectifs » (avec Virginie GAUTRON), in Diane BERNARD et Kevin LADD (dir.), *Les sens de la peine*, Bruxelles : Presses de l'Université Saint-Louis, 2019 ;

— *Réformes de la justice en Europe. Entre politique et gestion*, Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur, 2018.